

## Discours

**Discours d'Aurélie Filippetti, ministre de la Culture et de la Communication, prononcé à l'occasion de la clôture des Assises de la Radio, au musée du Quai Branly**



Paris, le 25 novembre 2013

Mesdames et Messieurs les parlementaires,  
Monsieur le président du CSA,  
Mesdames, Messieurs,

Je suis heureuse de vous retrouver après cette journée riche de débats où le média radio a une nouvelle fois prouvé sa vitalité.

### Contact presse

Délégation à l'information et à  
la communication  
01 40 15 80 11  
service-presse@culture.gouv.fr

SEUL LE PRONONCE FAIT FOI

[culturecommunication.gouv.fr](http://culturecommunication.gouv.fr)

[facebook.com/ministere.culture.communication](https://facebook.com/ministere.culture.communication)

[twitter.com/MinistereCC](https://twitter.com/MinistereCC)

La radio est un outil démocratique majeur et indispensable à notre société. La mission d'informer sur les grandes fractures et évolutions du monde, exige toujours de l'engagement et souvent du courage. Je veux ici une nouvelle fois rendre hommage à Ghislaine Dupont et Claude Verlon de RFI, tombés le 2 novembre en héros de la liberté d'expression, au Mali, dans l'accomplissement de cette mission.

Après l'organisation des Assises de l'audiovisuel en juin dernier, je tenais à consacrer une journée spécifique au média radio, parfois négligé dans les débats sur le numérique et sur l'avenir du secteur de la communication.

Il était important que le ministère de la Culture et de la Communication et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) fussent associés dans l'organisation de cette journée, et je tiens à remercier son président Olivier Schrameck et ses équipes de leur contribution importante à la réussite de cet événement.

Je tiens également à remercier les intervenants et les animateurs et animatrices des débats de cette journée. Je souhaite aussi adresser un remerciement plus particulier et chaleureux à Huguette, Maryam et Catherine, les trois seules femmes qui ont participé aux tables rondes d'aujourd'hui. Si la radio réussit ses mutations, nul doute que dans quelques années elles seront plus beaucoup nombreuses...

Cette journée était conçue avant tout comme un moment d'écoute et d'échanges, car nous ne nous situons pas à des échéances d'annonces. Mais ces débats préparent utilement l'avenir du secteur, que ce soit du point de vue des stratégies d'entreprise ou du point de vue des politiques publiques.

Tous, nous partageons une même ambition : celle d'assurer le succès du secteur radiophonique.

Depuis la libéralisation en 1981 des fréquences, réalisée par François Mitterrand, l'attachement et le soutien aux radios, qu'elles soient publiques, commerciales ou associatives, est un élément important de notre politique publique.

La radio est un média fort de sa remarquable réactivité aux évolutions des technologies et des usages.

D'abord, nous pouvons nous en réjouir ensemble, la radio est globalement en bonne santé. Moins touchée par la crise que la télévision ou la presse, elle serait même en 2013, le seul média historique à afficher un maintien de ses ressources.

Je suis cependant bien consciente de la fragilité de cette économie. C'est pourquoi à la suite de la récente consultation sur l'évolution de la publicité à la télévision lancée par mes services, j'ai décidé de maintenir la réglementation concernant ce qu'on appelle les « secteurs interdits » de publicité à la télévision. Il était important d'ouvrir ce débat mais il est apparu clairement que la possibilité à la télévision d'écrans de publicité en faveur de la grande distribution aurait déstabilisé d'autres grands médias comme la radio.

Le succès de la radio tient à son impressionnante capacité d'adaptation à l'évolution du monde. La radio est le premier des médias chez les Français : elle touche 43 millions de personnes chaque jour. Par sa proximité, son intimité même avec les Français, elle est un important facteur de lien social.

A l'heure du numérique qui bouleverse tous les secteurs culturels, on constate que, dans le secteur radiophonique, les nouveaux usages et les usages traditionnels sont plus complémentaires que concurrents.

La radio est le premier des médias de masse à être fortement entré dans l'ère numérique avec le développement de l'écoute à la demande (*podcast*) et de nouveaux modes d'écoute, tout en demeurant le dernier grand média dépendant très majoritairement de la diffusion analogique, FM notamment.

Si elle est de plus en plus concurrencée par la progression des plateformes de distribution de contenus issues du monde de l'Internet, si elle est rejointe dans son atout d'immédiateté par les sites d'information, la radio n'en demeure pas moins le média le plus souple d'utilisation et de fréquentation.

La radio reste sans concurrent véritable au réveil et en voiture. La radio c'est le seul média compatible avec le Code de la route ! Pour un média si propice à la co-activité et à la « co-fréquentation » avec d'autres médias, les évolutions technologiques et le développement des usages sont aussi une chance pour l'écoute des programmes. Alors que les nouveaux modes d'écoute se développent, l'audience de la radio reste forte, près de 3 heures d'écoute journalière par auditeur !

Ce succès est une fondation solide sur laquelle vous bâtissez la radio du futur : l'audience de la radio sur des terminaux multimédia a quasiment triplé en à peine trois ans, avec une croissance accélérée chez les plus jeunes.

Dans ce contexte qui nous offre de nombreuses sources de satisfaction : quel est le rôle de l'État, et à travers lui du ministère de la Culture et de la Communication ?

Nous devons accompagner, au bénéfice de l'intérêt général, ces évolutions qui touchent les usages, les modes d'accès et d'écoute, les offres et le financement. Et être les garants de l'équilibre de cet écosystème.

Le rôle, et l'ambition première des pouvoirs publics, c'est de réduire les inégalités. A ce titre, la question de la diffusion numérique est centrale.

Elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen nécessaire de dépasser les limites actuelles de la diffusion FM en matière de qualité sonore. Mais surtout comme un moyen de réduire la disparité de l'offre sur le territoire, que je n'hésite pas à qualifier de « fracture radiophonique ». Vous le savez, les chiffres du CSA

indiquent qu'environ un tiers des français recevraient au plus une dizaine de services de radio FM.

Le débat doit rester ouvert : il n'y a pas un projet unique de radio numérique, mais différents projets qui ne m'apparaissent pas exclusifs, et pourraient même se combiner. Le sujet a été débattu à la 3<sup>ème</sup> table ronde de cette journée.

Nous devons envisager une « combinaison des solutions numériques » pour proposer une offre de services riche et diversifiée sur tout le territoire, et ce quelles que soient les modalités d'écoute, au domicile comme en mobilité, tout en préservant l'économie parfois fragile des acteurs, en particulier les radios associatives et les réseaux locaux indépendants.

Pour contribuer à notre réflexion, mes services ont conduit avec Médiamétrie une étude sur les comportements et les attentes en matière de radio des personnes situées dans ces zones où l'offre FM est limitée, qui sera mise en ligne dans les jours à venir. J'attends aussi le rapport que le CSA publiera prochainement sur ce sujet, et qui éclairera les réflexions du Gouvernement.

Le rôle de l'État, c'est également d'être le garant du pluralisme et de la diversité des radios.

Cela passe par l'indépendance de la radio publique et le soutien aux radios associatives locales.

Par leur mission de communication sociale de proximité, les radios associatives locales occupent une place essentielle dans le paysage radiophonique français.

Depuis 1982, le soutien de l'État se traduit à travers la dotation du Fonds de soutien à l'expression radiophonique locale de mon ministère FSER qui a pu être préservée ces dernières années. Elle s'élèvera en 2014 à 28,8 M€ (contre 29 M€ en 2013). Par cette baisse, très limitée au regard de la diminution de la dotation du budget général allouée à l'audiovisuel, le Gouvernement a souhaité marquer la priorité accordée à un système de soutien qui a fait ses preuves et réaffirmer encore la place très particulière qu'occupent les radios associatives dans le paysage radiophonique français.

C'est dans le même esprit que j'ai obtenu que la dotation du FSER pour 2013, qui avait été gelée pour une partie, soit bien maintenue à 29 M€.

Parce que ces radios sont de précieux vecteur de lien social, une réflexion est engagée, en concertation avec les représentants des radios associatives, sur les modalités d'octroi des subventions du FSER, afin d'améliorer l'efficacité du dispositif, et ce dès 2014.

Le rôle de l'État, c'est aussi de garantir la présence d'un service public fort, indépendant et moteur pour les évolutions du secteur de la radio.

Je veux saluer ici les représentants de Radio France qui prouvent chaque jour que les radios de service public sont capables de faire de l'audience avec des programmes de grande qualité. Avec eux nous fêterons ce 14 décembre les 50 ans de la maison de la radio.

Je veux saluer aussi les équipes de RFI et de Monte Carlo Doualiya qui accomplissent elles aussi un travail remarquable, offrant au monde non pas une voix de la France, mais plutôt une vision française. Et montrant ainsi jour après jour combien la liberté de ton est un gage de crédibilité.

Malgré les contraintes fortes sur les finances publiques, le Gouvernement a fait le choix de maintenir son niveau d'accompagnement du service public radiophonique.

Le financement par la publicité de Radio France doit rester un financement de complément, et le financement de Radio France par la redevance doit rester prépondérant.

C'est un facteur d'indépendance. Et cette indépendance de l'audiovisuel public, qui est un impératif dans notre démocratie, a été renforcée par la réforme du mode de nomination de ses dirigeants. C'est le sens de la loi sur l'indépendance de l'audiovisuel public promulguée le 15 novembre dernier.

Le rôle de l'État en matière de pluralisme, c'est également, avec le CSA, de préserver l'équilibre entre les différents acteurs privés.

La place d'un secteur privé dynamique et diversifié est essentielle. Une réflexion est en cours sur l'application du dispositif anti-concentration. C'est un sujet délicat, dont la mise en œuvre est au cœur des missions du CSA, garant d'une communication audiovisuelle indépendante et pluraliste.

Olivier Schrameck et moi-même partageons le souhait que les préconisations à venir du CSA en la matière soient le résultat d'une large concertation avec tous les acteurs du secteur de la radio.

La diversité en radio, c'est aussi la diversité culturelle, et l'État garde toute sa légitimité en la matière : il lui revient de garantir par une réglementation adéquate la diversité des œuvres diffusées et le soutien à la création musicale française. Vous en avez débattu à la 1<sup>ère</sup> table ronde de ces assises.

Afin de disposer d'un état des lieux et d'examiner l'opportunité de faire évoluer nos dispositifs, j'ai demandé mi-septembre à Jean-Marc BORDE de réfléchir à la manière de conforter la place de la musique dans l'ensemble des médias. Il me remettra ses conclusions fin janvier.

Nous voici parvenus au terme de cette journée d'assises.

Gaston Bachelard, qui était fasciné par la radio, disait qu'elle avait « fait passer l'humanité de la conversation de café à la parole cosmique », et de ce fait qu'elle « n'avait pas le droit de se répéter mais avait le devoir de créer chaque jour du nouveau ».

Le secteur français de la radio témoigne de cette capacité de renouvellement, et cette journée a été fructueuse en écoute et en échanges. Elle a contribué, j'en suis convaincue, à tracer des voies d'inventivité et de développement.

Merci de votre attention.